

NAF

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 25 NOV.
AU 8 DÉC. 1976

6^e ANNÉE

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

*de gaulle cinq ans après
page 5*

NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

N° 236 3,50 F

maurice clavel



l'église les gauchistes la monarchie

repères

Nous avons, à nouveau, le plaisir d'accueillir, dans les pages centrales de ce numéro, Maurice Clavel. Il n'est pas seulement un témoin de cette épiphanie de l'Esprit esquissée en mai 1968 et continuée par l'extraordinaire renouveau de l'intelligence française libérée des systèmes despotico-terroristes, ca-mouffés en comptine de la liberté. Il en est un des accoucheurs pour le plus grand dommage des cléricalo-gauchards, comme des vieux clivages idéologico-politiciens. Et nos lecteurs pourront constater que sa position sur le politique comme service de la communauté nationale et frein à la course frénétique au pouvoir ne se distingue guère de celle de la N.A.F. Cette N.A.F. qu'il aura aidé à retrouver une des traditions les plus profondes du royalisme (Article d'Arnaud Fabre).

Une course de vitesse est engagée entre l'effondrement d'une civilisation et le retour de l'Être.

L'effondrement ? Il est attesté à l'échelon mondial par l'incapacité des Etats-Unis à fonder une nation et à assurer un équilibre planétaire durable (article de Saint-Valier et Philippe Vimeux en chronique Lire). Il est confirmé en France par l'épuisement du jeu politique avec ses Giscard et ses Babars, ses Mitterrand et ses ratons laveurs (éditorial de Bertrand Renouvin et article de Paul Maison-blanche). On le retrouve même dans une certaine littérature contemporaine parfois talentueuse et toujours désespérée analysée par Pierre Le Cohu en rubrique Lettres.

La renaissance ? Gérard Leclerc montre, en chronique Idées, que faute du levier institutionnel, de Gaulle l'a à la fois pressentie et manquée. Nous n'avons pas le droit de manquer ce nouveau rendez-vous avec la verte fortune dont Machiavel disait qu'elle sourit une seule fois à chaque génération.

N.A.F.

Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs
Paris (1^{er})

Téléphone : 742 21 83

Abonnement trois mois : 25 F

Abonnement six mois : 45 F

Abonnement un an : 80 F

Abonnement de soutien : 150 F

C.C.P. N.A.F. Paris 183 14 Z

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrent ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété de la N.A.F.

Imprimé en France
diffusion N.M.P.P.

naf 236 page 2

la presse au crible familles...

La revue QUE CHOISIR ?, organe de l'Union Fédérale des Consommateurs, publie dans son numéro de novembre les résultats d'une intéressante enquête sur la qualité des conseils donnés par les avocats et sur le montant de leurs honoraires. Une jeune femme, se disant sans ressources, s'est donc présentée chez onze avocats pour engager une instance en divorce. Et Que Choisir 7 de montrer les différences considérables dans l'accueil, l'information juridique et l'estimation du coût global du divorce. Il fallait s'y attendre... Mais devinez quel est l'avocat qui cumule la consultation la plus chère (200 F), l'information médiocre, l'accueil moyen et le calcul de coût le plus élevé (7 500 F soit 5 000 F de plus que certains confrères), ceci pour une femme particulièrement démunie ? Maître Gisèle Halimi, grande conscience de la gauche et passionaria du féminisme de choc. Comme quoi, la notoriété acquise dans les luttes procure de confortables rentes de situation et permet d'exploiter en toute sérénité les petites « sœurs » qui n'ont pas eu de chance... Hypocrisie toute bourgeoise en somme.

utopie trotskiste

Ce petit fait souligné comme il se devait, chantons maintenant les louanges d'un grand hebdomadaire de gauche que je n'aime guère (non parce qu'il est de gauche mais parce qu'il sue la prétention et l'ennui) et que je renoncerais souvent à acheter s'il n'y avait la chronique de Maurice Clavel. LE NOUVEL OBSERVATEUR, donc, a publié récemment (n° 626 et 627) une remarquable étude sur la famille d'aujourd'hui, trop vaste pour être résumée ici, mais dont il faut quand même souligner quelques passages.

Commençons par la fin, c'est-à-dire par la partie prospective (n° 627) : elle est décevante malgré le reportage sur la famille suédoise et en dépit du large éventail d'opinions recueillies. Un frisson cependant en lisant l'utopie totalitaire d'Alain Krivine où, dans les livres communautés enfantines, le père est remplacé par un ordinateur. Un court arrêt, aussi, sur l'opinion de Christiane Rochefort qui résume bien un certain conformisme d'extrême-gauche :

« La famille, structure hiérarchisée, produit par définition, comme une vache du lait, les individus de la société hiérarchisée, et reconduit cette société in aeternum si possible.

bonheur ?

« La société hiérarchisée a pour aboutissement nécessaire la destruction finale des gens, et malheureusement du reste avec.

« Donc, ou bien la famille se maintient, et avant un siècle il n'y a plus personne ici ni rien, et pas non plus de famille.

« Ou bien il y a encore du monde en 2076, et cela implique que la famille aura entretemps disparu.

C'est justement ces thèses très répandues que la partie analytique de l'enquête (n° 626) vient contredire. Mort de la famille ? Au contraire, répond Jean-François Held :

Jamais la famille n'a été plus forte ! Elle est ou fait semblant d'être le dernier refuge des valeurs affectives chassées de la vie quotidienne, l'îlot de paix dans la guerre, le seul jardin où l'on puisse envisager l'alsatoise culture de l'Amour et du Bonheur. Formidable programme, ambition démesurée ! La petite famille bourgeoise, que les sociologues appellent « famille nucléaire » depuis qu'elle est réduite à un noyau insécable, n'est plus une communauté fondue dans une communauté plus vaste. Elle est un atome à côté d'autres atomes, comme les polypes juxtaposés d'un banc de corail. Et la voilà chargée de nous rendre heureux, nous qui sommes à chaque instant frustrés de tant d'espérances ! On en attend l'amour, l'accomplissement sensuel, la communion intégrale, l'ascèse et l'éternité. Bref, l'absolu. Pas étonnant qu'elle s'épuise à la tâche, la famille, et qu'elle ne nous donne pas totalement satisfaction.

En effet, poursuit le sociologue Dominique Wolton,

Petit à petit, la famille s'est vidée des fonctions traditionnelles qui lui étaient attribuées : production, reproduction, socialisation, éducation...

La disparition des grandes fonctions familiales est suivie avec plus ou moins de retard par une mutation des lois, qui va dans le même sens. Les lois, en accordant progressivement à l'individu son autonomie, retirent à la famille les fonctions objectives d'encadrement et de solidarité qui étaient les siennes.

Mais, on gonfle la famille de fonctions nouvelles. Désormais, elle est chargée de protéger notre société contre la seule maladie incurable, la solitude. Bref, on souhaite qu'elle devienne un refuge affectif.

Le cercle familial n'est cependant pas infranchissable, hygiénistes et sexologues s'ingéniant à briser les anciennes barrières qui protégeaient la vie privée. En outre, rien ne justifie une idéalisation de la famille, écrit André Burguière :

En se retirant sur les positions de repli de la cellule conjugale, la famille vestige, la famille croupion, la famille îlot a attiré à elle tout le capital affectif que l'individu dispersait jadis aux quatre coins de son entourage : une oasis d'amour et de haine au milieu d'un désert social.

rempart

En réalité, la réflexion sur la famille et son avenir doit se situer au-delà des homélies de la droite et des imprécations de l'extrême-gauche. Malgré la réduction de son rôle, malgré le démantèlement de la grande famille traditionnelle, la cellule familiale demeure une communauté fondamentale, comme le montre André Burguière :

Les mouvements utopistes comme les Etats totalitaires ont presque tous tenté de détruire la cellule familiale. Mais ils n'ont pu installer à la place que des superfamilles (comme les communautés hippy, où l'on éduque sur place, où l'on ne consomme que ce que l'on a produit, bref où s'exaspère l'égoïsme inhérent à l'institution familiale) ou des camps de concentration.

Au départ Robinson, à l'arrivée le Goulag. De toutes les sociétés qui ont fleuri à la surface de la planète, l'Europe occidentale a été pratiquement la seule à faire une place au célibat. Place modeste il est vrai puisque pendant longtemps l'Eglise et l'armée récupéraient presque tous les échappés de l'ordre familial. Si la famille a si bien survécu à tous ces avatars, c'est non seulement parce qu'elle constitue le meilleur rempart au développement abusif de l'Etat, mais probablement parce qu'elle correspond aussi à une structure élémentaire qui, jusqu'à preuve du contraire, fonde le pacte social.

Constatation de bon sens, encore trop rare dans l'intelligentsia gaucharde...

Jacques BLANGY.

valéry, jacquou, babar et les autres

De 1958 à 1974, le chef incontesté de la majorité était le Président de la République qui utilisait son Premier Ministre comme chef d'état-major. On sait, et cela a été rabâché par tous les commentateurs, que depuis l'arrivée à l'Elysée du Narcisse déguisé en Gavroche qui y fait la sieste, l'U.D.R. ne se reconnaît plus dans le chef de l'Etat. M. Chirac, lorsqu'il était à Matignon, avait mis en place un véritable contre-pouvoir. Ce contre-pouvoir, il le développe maintenant en tant que chef de la principale formation de la majorité alors qu'il n'a plus aucune fonction dans l'Etat.

UN BOULANGER DE CORREZE

Bref, la droite a désormais son nouveau général Boulanger, un Boulanger intelligent qui joue au chat et à la souris avec le roi mérovingien dont il s'est séparé brutalement cet été. Boulangisme n'est d'ailleurs pas un mot trop fort lorsque l'on voit les deux candidats chiraquiens (dont Chirac lui-même) « faire un malheur » aux législatives

partielles, succès qui contraste avec la piteuse prestation des giscardiens. Il y a boulangisme aussi à partir du moment où le chiraquisme devient un rassemblement attrape-tout qui mord sur la frange populiste du gaullisme comme sur les résidus de l'extrême-droite vert-de-gris du genre François Brigneau ou Roland Gaucher.

BABAR LA GAFFE

Mais le salmigondis de luttes d'influence dans la majorité prend un piment supplémentaire avec l'arrivée à Matignon de Raymond Barre. « Babar », c'est l'éléphant dans un magasin de porcelaines, doué d'un tact de polytechnicien et d'une âme de pion. Il veut, c'est très net, être le patron de l'exécutif. Il peut compter pour cela sur l'aboulie de la mollesse présidentielle (jusqu'au jour où cette dernière fera une crise de susceptibilité malade dont elle a le secret). Il en profite pour rudoyer les ministres de façon inénarrable. Pierre Viansson-Ponté raconte (1) que tel membre du gouvernement

qui lui adresse une note précise et pressante sur une affaire en cours se voit retourner le document avec cette simple annotation « Non. R.B. ». Et Raymond Barre n'hésite pas, en plein conseil des ministres, à déclarer devant Giscard que la politique économique poursuivie par la France depuis dix ans a été absurde. « Effrayant de détermination », la brute intelligente de Matignon n'en manque pas moins d'esprit de finesse. On l'a bien vu lorsque Raymond Barre a voulu arbitrer les querelles de la majorité à propos de la conquête du nouveau poste de maire de Paris.

HOTEL DE VILLE :

LE TANGO DES CRABES

L'U.D.R. bien implantée dans la capitale convoitait depuis longtemps la place au profit de Christian de La Malène l'immuable rapporteur du budget de la ville de Paris depuis dix ans. L'ennui, c'est que Jacques Dominati, pour les R.I., avait la même ambition. « Babar » a tranché en faveur des R.I. Mais comme il ne voulait pas de Dominati — sans doute par allergie à l'égard des droguistes, sait-on jamais ? — il n'a rien trouvé de mieux que de parachuter, depuis Deauville et le Jockey-Club, Michel d'Ornano. Aussitôt l'U.D.R. de protester, par la voix de Pierre Bas, contre cet arbitrage abrupt et Chirac le président du groupe parlementaire R.I. et député du XVIII^e arrondissement, de rétorquer que

l'U.D.R. ne représentait pas grand chose dans la capitale. Bref, le combat des sous-chefs de la majorité est bien parti à Paris, comme d'ailleurs dans plusieurs grandes villes de province.

L'ETAT ECTOPLASME

Tous ces jeux confus, toute cette foire d'empoigne entre les princes qui ne nous gouvernent plus, sont en fait plus navrants que risibles. Désormais la puissance politique passe par des canaux parallèles à l'Etat (Chirac) ou tenus par l'opposition (Mitterrand). Un pouvoir ectoplasmique et de grands féodaux prêts à se le disputer (ou à se le partager) telle est la situation en cette fin de 1976. Elle interdit la moindre réforme sérieuse dans les rapports entre l'Etat et les citoyens : il n'y a qu'à voir comment le rapport Guichard sur les collectivités locales a été promptement enterré. Elle ne permet pas non plus la moindre lutte contre l'inflation et le chômage : la conjoncture économique à la fin octobre fait apparaître en effet que le plan Barre n'est parvenu, ni à freiner l'accroissement de la masse salariale, ni à rendre plus facile l'embauche. Ce simple catalogue de mesures palliatives n'aura même pas été efficace dans son ordre, pourtant bien limité. On se croirait revenu à la IV^e République.

Paul MAISONBLANCHE.

(1) « Le Monde » du 16-11-1976



révolution, monarchie et sens du possible

La Monarchie est le régime le plus apte à accoucher le « retour de l'Esprit » qui s'annonce en France. Compte tenu des limites du politique et à condition que les royalistes ne figent plus le principe monarchique en idéo-théologie.

Lorsque Mgr le Comte de Paris avait publié, à la fin de 1973, les Mémoires de Louis-Philippe, j'avais lu avec admiration la magistrale leçon de politique constituée par la préface qu'il avait rédigée pour la circonstance. J'avoue, cependant, qu'une phrase m'avait alors choqué. C'est celle-ci : « Les oppositions qui assaillaient de tous côtés le gouvernement dans la dernière partie du règne le (Louis-Philippe), portèrent fatalement à se défendre par une politique conservatrice. Un engagement plus hardi, qui eut consisté à rallier les masses populaires était-il possible alors ? La suite a immédiatement démontré le contraire ». Il me semblait que cette justification de l'attitude de Louis-Philippe, faisait un peu trop facilement bon marché de la dure répression des canuts de Lyon insurgés contre une exploitation infâme, ou du massacre de la rue Transnonain.

La réponse de Pierre Chaunu à notre enquête sur la Révolution, les propos du Général de Gaulle rapportés dans ce numéro par Maurice Clavel « On peut très peu en politique... » viennent enfin de me faire comprendre que je m'étais dégagé trop imparfaitement des idéo-théologies de la Monarchie qui ont fait, depuis deux siècles, tant de mal à l'idée royale en France.

LE ROI : MEDIATEUR MAIS NON ZORRO !

Que peut-on, en effet attendre d'un monarque ? Qu'il soit le demiurge de la cité idéale, le redresseur de torts agissant souverainement et effaçant les conflits, une sorte de franciscain ayant les pouvoirs de Zorro ? On risque alors d'être cruellement déçu. Un roi ne peut pas gouverner en faisant abstraction des forces politiques et sociales de son temps. Il peut les combiner ou les opposer de façon à réaliser le maximum de justice possible dans la cité. Il ne peut, en revanche, supprimer d'un coup de baguette ma-

gique la part de férocité qui existe dans toute classe sociale dynamique, donc à tendance dominatrice.

Autrement dit, avec ou sans Révolution française, avec ou sans loi Le Chapelier, la France n'aurait pu faire l'économie d'une industrialisation accompagnée d'une exploitation plus ou moins dure de la classe ouvrière.

Mais ce qui est vrai aussi, c'est que la Monarchie, placée dans une position relativement arbitrale par rapport aux groupes sociaux, est plus apte qu'un autre régime pour accueillir et accoucher les forces de révolte suscitées obligatoirement par une exploitation trop intense. Cet accueil, cet accouchement ne vont pas de soi. Les rois capétiens, avant d'appuyer les revendications des communes médiévales désireuses de s'émanciper de la trop lourde tutelle féodale, ont opposé par endroits des attitudes de refus, et n'ont pu empêcher le mouvement communal de tourner parfois à la lutte sanglante comme à Laon. Ils ont, néanmoins, fini par favoriser et même accélérer cette mutation.

De même, il n'est pas interdit de penser qu'une monarchie aurait fait droit, en fin de compte, aux revendications ouvrières, bien plus tôt, et bien mieux, que ne l'a fait l'état parlementaire et libéral. Jules Guesde ne disait-il pas au Palais Bourbon, au début du XX^e siècle, que la bourgeoisie républicaine s'obstinait à refuser au prolétariat français ce que la monarchie prussienne lui avait accordé depuis plus de trente ans ?

LE ROYALISME CONTRE LA ROYAUTE

Mais on ne refait pas l'histoire avec des si. Et il faut bien constater que la Monarchie française, au XIX^e siècle, n'a pu se maintenir pour assurer une évolution de la société française moins disharmonieuse que celle que nous avons

connue. La continuité de l'Etat fut une première fois gravement obérée par l'éducation reçue par Louis XVI. Pour la première fois dans l'histoire de la Monarchie française, nous voyons un monarque qui gouverne d'après une idéologie réactionnaire déguisée en philanthropie, celle du fade « Télémaque ».

Cette idéologie, au XIX^e siècle, va être dans une certaine mesure celle de Charles X et du Comte de Chambord. Elle va être surtout celle du courant royaliste ultra, puis légitimiste (1). Et l'on a assisté à ce spectacle désolant : une idéologie révolutionnaire durcit l'idéologie contre-révolutionnaire et en reçoit, par un effet de balancier et de noria, une vigueur nouvelle.

Dés lors, la marge du parti des politiques, la marge d'un Louis-Philippe ou d'un Guizot en fut singulièrement réduite. Descendant abhorré d'un régicide pour les uns, symbole de l'obscurantisme pour les autres, il fut de plus en plus difficile au roi-bourgeois de régner pour unir, et même de diviser pour régner.

ACCOUCHER LA REVOLUTION

Plus tard, les Orléans, « ces vrais fils d'Henri IV » pour reprendre l'expression de Pierre Chaunu, instruits de surcroît par l'intransigeance maladroite de Chambord en 1873, se mélièrent comme de la peste et à juste titre de

tout ultracisme. C'est cela qui conduisit le duc d'Orléans à soutenir la jeune Action Française lorsque, rompant les clivages, elle dialoguait hardiment avec les syndicalistes révolutionnaires.

Mélas ! On sait comment, à son tour, l'A.F. devint peu à peu un mouvement conservateur qui mérita l'impitoyable mais juste condamnation du Comte de Paris.

A ce sujet, je tiens à dire ceci à notre ami Maurice Clavel : 80 % des cadres de la N.A.F. ont été plus ou moins formés à l'école de l'Action Française. Ils n'oublient pas que sans Maurras, on ne parlerait plus de monarchie en France. Mais ils savent aussi que l'A.F. n'a été qu'un moment dans l'histoire du royalisme français, et qu'un moyen, tantôt fécond, tantôt inefficace, parfois même nuisible au service de l'idée royale.

L'A.F. n'existe plus maintenant. Et notre souci, notre seul souci, est de permettre à l'institution monarchique d'accoucher ce « retour de l'esprit » pressenti par Clavel depuis 1968. Alors, que nous importe en regard de cela la justification de l'œuvre historique de Maurras qui relève désormais seulement de la recherche et du jugement de l'histoire ?

Arnaud FABRE.

(1) Encore que la passion du présent et le souci de la classe ouvrière ne soit peut-être pas totalement absents dans la pensée de certains théoriciens légitimistes et une préoccupation certaine chez le Comte de Chambord.

PHILIPPE
VIMEUX

LE COMTE
DE PARIS
OU LA PASSION
DU PRESENT

ENFIN

un livre sur

SA PENSEE

SON ACTION

29F franco

BON DE COMMANDE A RETOURNER AU JOURNAL :

La Nouvelle Action Française - 17, rue des Petits Champs - 75001 Paris
NOM : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

désire recevoir le livre « Le Comte de Paris ou la passion du présent » et verse pour cela la somme de 29 F (règlement chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de l'Institut de Politique Nationale).

les idées



par
gérard
leclerc

de gaulle cinq ans après

Dans le vide immense de la politique contemporaine, vide de la pensée, désertion de l'espérance, comment s'étonner que de Gaulle pèse de tout son poids historique et qu'en ce froid novembre, il nous fasse don d'une vigueur nouvelle. C'est parce que j'avais cette conviction que j'ai répondu à l'invitation de nos amis Olivier Germain-Thomas et Michel Cazenave pour honorer sur *France-Culture* le sixième anniversaire de la mort du général. Je n'avais aucun titre à participer à cet hommage, la qualité de gaulliste pouvant m'être difficilement conférée. Simplement voué au service de la France, farouchement opposé à ce qui pourrait la détruire, j'interroge cette ombre dont la grande passion épurée par la métamorphose de la mort vient murmurer : « *Vieille France accablée d'Histoire, meurtrie de guerres et de révolutions, allant et venant sans relâche de la grandeur au déclin, mais redressée, de siècle en siècle par le génie du renouveau !* ».

Si de Gaulle eut toujours de son pays une certaine idée, il ne fait pas de doute que celle-ci s'est toujours confondue avec celle de

Michelet : « *La France est une personne.* » Evidemment, nous abordons le mythe où la personne ressemble aux princesses de légende dont le visage ne craint nulle ride des caprices du temps. Endormie parfois, mais tirée de son engourdissement, restituée à son printemps. Les dernières pages des *Mémoires de Guerre* avec leur méditation poétique, inhabituelle sous la plume concise de l'écrivain, rendent bien compte de ce sens cyclique et cosmique du temps, où déjà l'hiver prépare sourdement les germinations.

Pourtant, le mythe laisse son rôle entier au prince qui réveille la princesse. C'est que l'histoire est héroïque, que sans réveils provoqués, parfois brutalement, la princesse s'abîmerait définitivement au royaume des songes et des peuples morts. La France, pour de Gaulle est une grande force parfois endormie que le héros lui-même plein de force doit restituer à elle-même.

QUELLE FORCE ?

Plutôt que de passer directement du langage du mythe à l'abstraction, il vaut mieux, un instant, revenir aux images de la vie. Il y a quelques semaines, je regardais, à la télévision, la rétrospective de l'année 1967 réalisée par Michel Droit. Le voyage au Québec dominait tout, avec le prodigieux et triomphal accueil au long du chemin du roi et le discours de Montréal « *Vive le Québec... Vive le Québec libre !* ». Plus tard, de Gaulle s'expliquait devant des centaines de journalistes sur une attitude qui avait ému le monde entier. Et les journalistes de rire tout au long de cette conférence de presse. Non pas de dérision, non plus à la suite de ses habituels bons mots. Le général, très calme, raconte paisiblement les choses, en soulignant combien dans cette affaire il n'a agi qu'en obéissant à la sagesse. Et c'est pourquoi ils rient ! « *Gonflé, le vieux !* ». Mieux, ils se libèrent face à cette force tranquille qui dit calmement ce qui sans de Gaulle eût été paradoxal, ce que sa seule force rend possible.

La force du général n'est pas toujours tranquille. A plusieurs reprises, elle sera tragique, confrontée à la dureté de l'histoire. Mais il faut s'interroger sur sa signification. Volonté de puissance ? Oui, mais à condition de la considérer dans l'acception la plus positive que lui donne Nietzsche : « *Schenkende Tugend* », vertu qui donne, affirmation créatrice qui jaillit de la plénitude. Rien à voir avec la satisfaction narcissique ou le besoin maladif de dominer. Si par bien des côtés, elle peut être tranquille, c'est qu'elle obéit à une nécessité de service absolu, de don sans partage. Faisant de la France son unique souci, elle n'a pour projet que de la rendre à elle-même, de l'éveiller.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS

Mais la France n'existe pas indépendamment des Français. Elle est cette « *anima* », cette inspiration permanente qui permet aux Français de ne faire qu'un avec elle. Ils sont sa chair, dont la corruption provoquerait son envol vers un autre monde. C'est avec la France « *anima* » que de Gaulle a scellé un contrat, non pas avec les Français : « *C'est sans droit héréditaire, lui fait redire Malraux, sans referendum, sans rien, que j'ai été conduit à prendre en charge la défense de la France et son destin. J'ai répondu à son appel impérial* ».

et muet. Je l'ai dit, écrit, proclamé. Maintenant, quoi ? » (1). Maintenant, les Français l'ont renvoyé à Colombey. Or, de Gaulle pense toute entreprise impossible sans eux. Il faut qu'ils confirment cette entreprise, par leur longue houle de la Libération de Paris : « *C'est la mer* ». Par leur rumeur confuse mais rassurante, par referendum. Il faut, de toute manière leur consentement : « *Quand les Français croient à la France, oh alors !* (à Malraux encore), *mais quand ils cessent d'y croire...* » Quand ils cessent d'y croire, ce n'est plus possible. Le général pourra être dur, terriblement dur, aller parfois jusqu'au bout de la raison d'Etat qui vous enferme dans une solitude absolue et paraît vous rendre étranger à la commune humanité, jamais il ne descendra les degrés qui mènent au despotisme, et en deça au totalitarisme.

Il y a dans ce rapport de l'homme d'Etat au peuple et ce rapport des Français à la France l'immense question de la légitimité, que le général de Gaulle a réinscrit dans la pensée politique française. Jusqu'alors, on s'en tenait, consciemment ou non, à la seule loi du nombre. Avait droit au pouvoir l'assemblage de partis qui ensemble collectionnait une majorité de voix. Dans la diatribe gaullienne contre les partis et les politiciens, il y a beaucoup plus que le mépris de la politiciaille : un principe se dessine. « *Pour que l'Etat soit, comme il le faut, l'instrument de l'unité française, de l'intérêt supérieur du pays, de la continuité dans l'action nationale, je tenais pour nécessaire que le gouvernement procédât, non point du Parlement, autrement dit des partis, mais au-dessus d'eux, d'une tête directement mandatée par l'ensemble de la nation et mise à même de vouloir, de décider et d'agir* » (2).

UNE LEGITIMITE HISTORIQUE

Anatole France définissait par la bouche de l'Abbé Lantaigne la république comme l'absence de prince. C'est à cette absence que le fondateur de la V^e République voulut porter remède. Par la Constitution de 1958, et l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel ? Certainement. Mais d'abord par sa propre présence à la tête de l'Etat. 1958 signifie avant tout l'intrusion d'une légitimité historique à l'intérieur d'un cadre démocratique classique. François Mitterrand a eu beau crier au fascisme. Il sait fort bien que sans de Gaulle, il y aurait eu une junte de colonels au pouvoir. De distingués professeurs de droit constitutionnel peuvent élégamment disserter sur des textes plus ou moins marqués de parlementarisme classique. Ils ne peuvent rien contre le fait d'une présence qui, par sa seule vertu, a profondément transformé le jeu parlementaire. A la vérité, le gaullisme comme institution repose sur une conciliation inédite entre un principe de type monarchique et une pratique électorale de type démocratique.

Qu'est le gaullisme sans de Gaulle ? Sans cette « *autorité effective, légitimée par les événements et confondue avec la foi et l'espérance du peuple français* » ? Nous ne le savons que trop. De Gaulle disparu, demeure béante la place d'une légitimité historique à laquelle ne saurait suppléer qu'une autre légitimité historique, plus durable que la force tragique d'un homme seul.

Gérard LECLERC.

(1) André Malraux : Les chênes qu'on abat.

(2) Mémoires d'espoir (Tome I).

maurice clavel

j'ai presque fini... et vous?

N.A.F. : Maurice Clavel, voici maintenant huit mois que vous avez publié « Dieu est Dieu nom de Dieu », ce livre qui a provoqué tant de remous. Vous avez bien voulu réserver à la N.A.F. la première de vos interviews sur cet ouvrage ...

Maurice Clavel : ... Et je lui réserve la dernière d'entre elles, celle qui marquera l'enterrement de mon livre. Cela vous paraît peut-être bizarre un auteur qui enterre son livre. En général, il préfère le faire survivre. Et bien ! moi je vous dis : terminé. C'était une œuvre du moment. Or, le moment a changé ou plus exactement la bataille est gagnée. On peut le lire, si on veut, comme document. Il m'arrive parfois de dire : « J'ai été converti » et non « Je me suis converti ». De même, je vous dis aujourd'hui « La bataille est gagnée » et non « J'ai gagné la bataille ».

Vous savez quelles critiques passionnées mon livre a provoquées. Celle que j'attendais le plus — en la redoutant — est venue de l'homme grâce auquel j'ai été converti, prêtre que je consulte scouvent sur le fond. Elle m'a causé une joie prodigieuse. Il m'a en effet écrit : « On sent, Maurice, à toutes les pages de ce livre que vous aimez vos adversaires. »

Et depuis trois mois, le plus grand nombre des lettres que je reçois provient de gens qui se rallient ou se réconcilient. La lettre-type c'est celle du curé gauchard qui m'écrit : « Je comprends que j'allais à une idéologie où se dissipait ma foi. » Beaucoup de prêtres ont été héroïquement réconfortés dans leur qualité de prêtres. N'est-ce pas mieux que de se plaindre, que de les plaindre ?

Il y a, à ce propos, de quoi chanter un hymne sinon à la chrétienté, du moins au christianisme. Pensez-vous qu'un membre d'une faction du Politburo d'un P.C., après avoir excommunié son adversaire et lui avoir foutu une balle dans la nuque reconnaît publiquement qu'il avait raison ?

Et à côté de ceux qui se réconci-

lient il y a ceux qui m'écrivent leur adhésion dans des lettres postées à 60 centimes, c'est-à-dire maintenant à 80 centimes. Il s'agit du petit peuple de Dieu.

N.A.F. : Vos attaques contre le concile ont donc été finalement acceptées ?

M.C. : Il restait en effet le fameux os du concile. J'avais raconté dans « Dieu est Dieu » combien j'avais trouvé scandaleuses spirituellement, intellectuellement, historiquement, les déclarations des pères Chenu et Congar qu'un franciscain était venu m'apporter. Elles

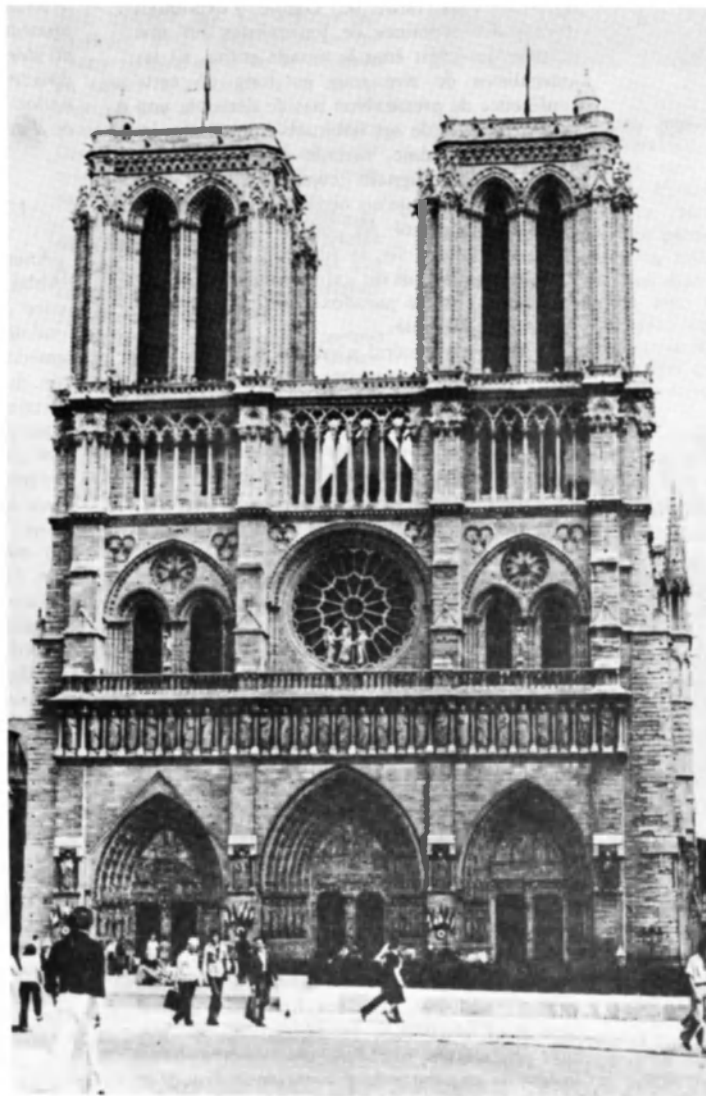
résumaient le concile, dix ans après, et leur teneur sur Dieu et l'homme interdisait à leur auteurs de stigmatiser les chrétiens marxistes. Ceux-ci sont leurs fils en vertu du syllogisme « Le marxisme est l'horizon indépassable de notre culture », pour parler comme Sartre, vous allez à votre culture, alors n'engueulez pas ceux qui y vont plus vite que vous parce qu'ils sont plus jeunes que vous et ont les jambes plus lestes comme saint Jean qui courait plus vite que saint Pierre vers le tombeau du Christ. Image cinématique, à prendre, bien sur, à l'envers.

Or, on est en train un peu partout de découvrir que ma formule « Vous n'êtes pas allé au monde, vous vous êtes rendus au monde » qui a fait scandale pendant six mois a été précédée d'un mot d'un bien plus grand que Clavel. Maritain parlait voici dix ans d'agenouillement devant le monde. Ce qui est encore plus grave car l'agenouillement implique une attitude d'adoration tandis qu'une reddition peut être résignée.

Et le père Congar, que j'avais pourtant copieusement maltraité par un persiflage atroce, quasi Kierkegaardien, dit en substance depuis quelques semaines à mon sujet dans toutes ses déclarations publiques « Clavel ? Il faut en laisser, mais il faut en prendre beaucoup. Ecoutez-le. » Quelle bonne foi, quelle largeur d'esprit et même quelle grandeur d'âme ! Nous nous sommes d'ailleurs vus récemment et longuement et il m'a encouragé à poursuivre sinon mes attaques contre le concile, du moins mon travail intellectuel. En outre, comme je lui avais dit qu'un mot du père Chenu m'avait fait de la peine, j'ai reçu trois jours plus tard un mot d'apaisement de ce dernier.

Bref, mes thèses scandaleuses sont devenues en six mois d'une évidence frisant la banalité.

Ce livre a donc fait quelque chose. Mais celui qui a fait le plus c'est Mgr Lefebvre. Attention ! Disons plutôt la peur bleue qu'a inspirée Mgr Lefebvre. En tout cas, la fête cléricalo-gaucharde est bien



el:



cassée et tout se passe comme s'il y avait eu un ressaisissement de toute l'Eglise du côté de la foi et une union plus grande des prêtres et des évêques, non point avec les forces réactionnaires, mais avec le petit peuple de Dieu. J'ai d'ailleurs été surpris agréablement par le refus catégorique opposé à Mgr Lefebvre par les « silencieux » qui suivent Pierre Debray et Françoise Lucrot.

N.A.F. : Comment voyez-vous l'avenir maintenant ? Vous parliez dans votre livre de germes de renouveau trahis...

M.C. : Même si le tableau n'est pas si optimiste que je viens de le dire, les forces idéologiques adverses se sont neutralisées et ont libéré la place de l'Esprit. Je parle du « Renouveau charismatique », des jeunes chrétiens, de cette pluie de grâces qui tombe de toutes parts sur des jeunes de vingt ans, des prêtres de vingt ans, tels ces jeunes dominicains du couvent de Toulouse qui m'écrivent leur communion.

Nous allons vers un renouveau de l'Eglise — et donc du monde, mais oui ! — par le renouveau de la Foi. On a commencé à comprendre, contrairement aux pères conciliaires, que l'adaptation des structures, l'étude du milieu et de tout ce marketing spirituel ne tient pas. Ces jeunes, ils foncent, ils ne disent pas : « Comment on va rayonner. »

N.A.F. : Ne pensez-vous pas ce renouveau est encore bien fragile. Car les cadres de l'Eglise sont les évêques. Et malheureusement ces évêques sont de mauvais humanistes.

M.C. : Disons que beaucoup sont des humanistes et pas des meilleurs. Vatican II est d'ailleurs leur coup d'Etat oligarchique. Dans « Lumen gentium », le pape est, comment dire ?, respectueusement mentionné !... Or le pape fonde son pouvoir sur le « Tu es Pierre ». Le petit peuple de Dieu, il est déjà dans les premiers chrétiens. « Episcopoi » n'arrive qu'un siècle plus tard et n'a pas de lettres de

noblesse dans l'Evangile. Ce coup d'Etat oligarchique m'évoque assez une assemblée de féodaux qui aurait déposé Louis IX ou Blanche de Castille pour gouverner à leur gré notre pays. Si je suis monarchiste dans l'Eglise — pour le reste nous verrons ! — c'est à cause d'une parole du Christ. Il semble d'ailleurs que le petit peuple de Dieu en ait eu assez de cette oligarchie capitularde, ou du moins suiviste.

Il faut dire que ces évêques, sauf quelques-uns que j'admire, sont médiocres. Leurs discours sont nuls et creux, et leur attitude actuelle, leur « ressaisissement » à la suite de l'affaire Lefebvre qui inspire au père Bruckberger cette réflexion assez drôle « enfin les évêques parlent de Dieu » n'est que le fruit de deux peurs contradictoires. Ils avaient peur, avant, d'être « dépassés ». Ils ont peur maintenant de leur propre peuple. On pourrait penser à un concile des généraux français de l'Etat 1940 réglant leur conduite sur le « Oui, mais qu'en diront les Allemands, oui mais qu'en diront les Anglais ». Je suis donc, moi, très content que les évêques parlent de Dieu mais je ne peux pas dire que je fonde d'immenses espérances dessus. Décidément, j'ai plutôt confiance dans les masses, ces masses que j'ai peut-être, un instant, exprimées, traduites.

N.A.F. : N'y a-t-il pas chez les évêques — y compris de façon inverse Mgr Lefebvre — un désir de pouvoir qui les fait s'agenouiller devant César et devant Mammon ?

M.C. : Je n'aime guère la théologie médiévale mais j'en retiens tout de même les trois libidos : libido sciendi, libido sentiendi, libido dominandi. Les trois se comportent d'ailleurs comme des vases communicants. Si j'étais cynique, je dirai qu'il serait bon que les prêtres se marient car cela calmerait leur soif de pouvoir. D'ailleurs, il y a très peu de théologiens défroqués sur les questions sexuelles. Car leur désir de pouvoir par le

savoir est assouvi. Et ce désir de pouvoir gangrène les hommes d'Eglise. Ou'on ne voie pas dans ces propos une attaque : c'est la reconnaissance du fait que nous sommes pécheurs et que le péché, refoulé sur un plan, attaque ailleurs.

N.A.F. : Mais cette volonté de puissance n'est-elle pas stimulée par le contexte socio-politique ?

M.C. : Je vous ai parlé du renouveau chrétien. J'ajoute que ce renouveau va épouser, ou éclairer, ce que j'appelle — avec d'ailleurs de moins en moins de référence à la Chine — la Révolution culturelle. Cela ne peut pas durer comme ça par le fond, ou par l'absence de fond. Les perspectives de politique politicienne, que ce soit Giscard ou la gauche, sont tellement creuses qu'il va falloir nous préparer à ce retour d'être qui va combler en nous ce vide, en fracassant ces marmites ou carapaces. Et en même temps — comme par hasard — chez tous ceux qui vivent, ou qui meurent un peu, de mai 1968, on assiste à une rupture totale avec toutes les idéologies soi-disant libertaires et, en fait, despotiques et terroristes. Cette rupture, j'en avais attendue et espérée dès 1968, au point de m'impatienter. Et maintenant, elle se produit avec une ampleur et une intensité qui dépassent mes espérances.

Où dis-je, c'est moi que me sens dépassé et il faut en être heureux. J'ai été une petite amorce et maintenant mon travail est fini...

Il se confirme pour moi que mai 1968 était bien séisme et fracture et éclair. Mais ce n'était qu'un éclair. Et maintenant, à l'intérieur de cette « béance », on assiste à une authentique libération de la pensée qui se déploie, divergente et dans le même axe.

On a mis en effet en évidence que les idéologies de la liberté sont, en fait, les instruments les plus systématiques du despotisme. Glucksmann n'en est plus comme dans « La cuisinière et le mangeur d'hommes » à la contestation de

Marx seul, mais celle de tout l'idéalisme allemand (Hegel, Schelling, Fichte voire Wagner) en tant qu'idéologie de pouvoir.

C'est tout le monde moderne comme volonté de puissance déguisée en humanisme qui est mis en cause. Ou, plus exactement, l'humanisme lui-même réduit à une volonté de puissance. Avant l'humanisme, il y avait une hiérarchie dans l'être à laquelle se conformaient plus ou moins les religions et les politiques. Depuis l'humanisme, il se confirme de plus en plus, comme je le disais déjà voici six ans dans « Oui est aliéné ? », que l'homme advenu a besoin d'un sous-homme pour exister. Et Foucault est venu confirmer magistralement cette thèse, a porté un coup de grâce définitif à Marx comme aux lumières. Il l'a fait au travers des « Mots et les choses » sur le plan métaphysique et de « Surveiller et punir » pour montrer que dans l'humanisme le pouvoir de l'homme sur l'homme est partout. Il a montré notamment que la lutte de classes n'est qu'une abstraction prélevée dans cette lutte de pouvoir omniprésente. Autrement dit, Foucault a enfoncé Marx en le noyant.

Foucault, qu'il le veuille ou non, est le vainqueur de Marx et des Lumières. Et des gars comme Glucksmann, Le Bris, Lardreau, Jambet, Dollé, Sollers, bientôt peut-être Pierre Victor et Geismar — cela fait beaucoup — et moi-même marchons sur des chemins qui, au départ, ont été pistés par Foucault. Et en face, les autres sont incapables de mener la moindre contre-offensive car il n'y a plus de pensée marxiste, plus de pensée « sciences humaines ».

Avec le temps qui passe, on en vient à penser que s'ils ne disent rien, c'est qu'ils n'ont rien à dire. C'est trop beau et c'est vrai.

N.A.F. : Est-ce que ce renouveau de la pensée annonce le « Moyen Age sans serfs » dont vous avez souvent parlé ?

M.C. : Il est significatif que Berdiaev, l'homme qui faisait la Révo-

maurice clavel :

décourager la course au pouvoir

lution d'octobre et haranguait les foules dans les usines, ait écrit en même temps « Le Nouveau Moyen Age » dont les premières lignes disaient en 1920 : « Nous vivons les tous derniers jours de la Renaissance ». C'est effectivement toute la Renaissance qui est en question.

Alors on va objecter à ma formule « Un Moyen Age sans serfs » l'inquisition. Dieu sait si je la déplore. Mais je ferai observer que Georges Duby, le même qui trouvait moyen de comparer, de façon grotesque et sectaire, à la fin de son « Dimanche de Bouvines », le malheureux Philippe-Auguste à Franco, a reconnu lors d'une émission télévisée récente sur Michel que l'inquisition était tout au plus une verrue sur la face du Moyen Age. Là, je n'en demande pas tant ! Duby se serait-il converti après vingt ans à l'objet de son étude ? En tout cas, là aussi il y a quelque chose qui bascule.

Au fond, nous tendons de plus en plus à remplacer le mot de libération par celui de délivrance. Parce que délivrer veut dire à la fois délivrer un message, délivrer un captif et surtout délivrer une femme enceinte. De même on délivre un peuple de ce qui est gros en lui. Cette Révolution culturelle que nous voulons sera la délivrance de ce qui a été refoulé en nous depuis des siècles, probablement depuis la Renaissance. Et cette délivrance sera aussi une délivrance de la sensibilité. Le Moyen Age n'était peut-être pas libre politiquement. Encore que je n'en sois pas sûr et que le lien féodal, au moins relativement et pour l'époque, soit très libérant. Mais il était plus libre d'allure, plus vivace de sensibilité. Il était plus spontané — j'emploie ce terme à dessein — en pensant aux camarades spontanéistes. C'est vers cette spontanéité que nous allons et que des formes politiques peu à peu épouseront. Mais ces formes ne seront pas idéologiques. Et c'est vers elles qu'ira toute une génération. Je pense en gros à mes camarades, mes amis les anciens maos, non seulement les super agrégés de philo et les émeutiers-chefs mais aussi à bien d'autres. Ils doivent se préparer — c'est ce qu'ils font d'ailleurs — à la grande Révolution culturelle libératrice de l'Occident, non point pour l'empocher — terme horrible ! — ni même pour la recueillir mais pour l'accueillir et pour l'accoucher.

N.A.F. : De Gaulle ne l'avait-il pas pressenti, cela ?

M.C. : Si. Sollers me dit dans ses entretiens (1) « De Gaulle et Mao ne sont grands que parce qu'en politique ils cherchaient... autre chose ». De Gaulle me disait : « On peut très peu en politique. La seule politique qui vaille est celle des mouvements profonds des peuples. Et ces mouvements des peuples, on peut les infléchir un peu, les retenir, les accélérer un peu. C'est tout. Et encore lorsqu'on s'y est intériorisé et spirituellement soigneusement préparé. Ainsi, m'ajoutait-il, en 1940, j'étais prêt. Eh bien ! Je crois qu'il y a une nouvelle génération de penseurs et d'hommes d'action qui se prépare en souffrant avec cette ardente patience rimbaldienne de la « Saison en enfer » à accueillir et à accoucher ce qui va venir. Alors, vous comprenez, savoir si l'on votera Giscard ou Mitterrand, c'est tellement risible et puéril en comparaison !

N.A.F. : Cette marge politique, déjà faible, n'est-elle pas réduite à zéro, lorsque le politique est dévoré par la libido dominandi, la course au pouvoir ?

M.C. : Parlons franc, parlons mieux. J'ai trop parlé de « Dieu ». Il s'agit de rendre l'homme à lui-même en délivrant en lui l'esprit comme dit Le Bris, ou, comme je le dis de plus en plus, l'autotranscendance humaine, celle qui est déjà Socrate ou de Socrate. C'est pourquoi on l'a tué. Dès lors, chrétiens ou non, nous croyons qu'il faut en finir avec toute idée de maîtrise et même de pouvoir. Il s'agit de les remplacer par une sorte de puissance interne ce qui n'a rien à voir, la puissance de vivre en aidant à revivre. Et cela demande pour les accoucheurs de la Révolution culturelle une attitude de serviteurs, donc, chrétiens ou non, d'apôtres.

N.A.F. : Cette révolution interne des « accoucheurs » nous séduit d'autant plus que nous sortons, nous, d'une école de pensée où l'on a eu trop tendance à maximiser un politique réduit à des structures institutionnelles et juridiques présentées comme une panacée...

M.C. : Mais vous avez, vous aussi, votre révolution culturelle à faire. Je vous trouve d'ailleurs tristement courageux d'avoir assumé l'héritage de l'Action Fran-



çaise car vous valez mieux que ça. Ainsi Maurras contestait l'idéalisme allemand parce que, selon lui, il engendrait une liberté utopique et anarchisante. Nous le contestons au contraire parce qu'il engendre le despotisme totalitaire et terroriste. Vous vous êtes rattachés à une doctrine qui, depuis 1898, a passé — et assez légitimement — pour une doctrine d'ordre. Il vous faudra tuer un bon coup le père. Et alors vous retrouverez peut-être l'origine de la contestation de ce jeune provençal de vingt ans, celui de la « monarchie »... contestation qu'il a enfoui profondément en lui pour terminer de la façon navrante que l'on connaît.

N.A.F. : Mais le meurtre du père, il est plus qu'à demi réalisé en nous ! Nous en appelons d'une théorie conservatrice et quasi hégélienne de la Monarchie à une Monarchie fondée sur le service et destinée à freiner les appétits de puissance, la course frénétique et individualiste au pouvoir...

M.C. : Ça, je peux vous dire et je le dis à tous mes amis effarés par toutes ces horreurs marxistes qui culminent avec le jugement la rééducation ou la mort de la veuve Mao : aucun régime ne découragera la course des grands au pouvoir et ses méfaits. Mais il est également vrai que la Monarchie — du moins la Monarchie française ; vous connaissez assez les chroniques sanglantes de Shakespeare — a eu la vertu suprême pendant des siècles de décourager

dès le départ, à la racine radicitus la course au pouvoir suprême, la plus invincible en l'homme, la plus néfaste sur les hommes puisqu'elle ruine, asservit ou détruit des peuples entiers. Cas limite : on n'a jamais pensé à remplacer Charles VIII D'où la ruine mais la délivrance possible et la France perpétuée.

Puis quand même, je peux vous raconter l'histoire de ce chauffeur de taxi, sexagénaire et espagnol qui me dit d'emblée, à propos du roi d'Espagne : « Il n'est pas si mal ce jeune homme, il ne faut pas trop l'embêter ». Puis il me reconnaît, arrête sa voiture, m'embrasse, me dit : « je vous adore parce que vous êtes antifasciste » et là-dessus se présente : « 69^e brigade mixte, la plus éprouvée en pertes humaines de toute la guerre surtout à Terruel ».

Je ne veux pas faire ici une réponse à une enquête sur la Monarchie. Mais enfin, le découragement total de la lutte pour le pouvoir suprême c'est déjà assez bon. Et le fait que des antifascistes — et l'ayant payé de leur sang ! — déclarent : « Il ne faut pas trop gêner un homme qui a déjà, en un an, liquidé l'essentiel du franquisme alors qu'on le croyait entièrement ligoté », ce n'est pas mal non plus.

Propos recueillis
par Arnaud FABRE

(1) Il s'agit du recueil d'entretiens entre Philippe Sollers et Maurice Clavel intitulé « Délivrance » qui paraîtra en janvier prochain au Seuil (N.D.L.R.).

lire

Elise marienstras
les mythes fondateurs
de la nation américaine

François Maspéro / textes à l'appui



Dans la collection « textes à l'appui » de Maspéro ; Elise Marienstras nous propose un « essai sur le discours idéologique aux Etats-Unis à l'époque de l'indépendance (1763-1800) ».

De facture élégante et soignée, de lecture facile, encadré par d'excellentes introduction et conclusion, ce livre est profondément documenté (1). Du moins pour ce qui regarde l'exploitation des textes originaux. On sera plus critique à propos du flou et du maniement des concepts utilisés, tels que nation et nationalisme. Cela gâche un peu la vigueur des conclusions générales, comme la trop grande servilité par rapport à un temps et un espace donnés empêche l'envoi d'une réflexion plus fondamentale.

Ceci dit, Elise Marienstras a posé les fondations d'une recherche plus vaste. Elle étudie moins « le discours idéologique » que le « pouvoir » idéologique de la caste dirigeante des Etats-Unis.

Quand donc est née à proprement parler la nation américaine ? 1776, 1783, 1787, ... ? L'auteur remarque qu'en fait la nation est moins le fruit de l'Etat-Institution que de l'idéologie des Pères fondateurs. Les Pères de la nation sont la vieille classe de riches marchands et de grands planteurs anglo-saxons et protestants, auxquels l'indépendance a assuré l'autorité politique, sans entamer pour autant leur pouvoir politique.

Le consensus développé par les Pères autour de l'Etat-Nation (fédérateur et créateur) se double d'un véritable impérialisme idéologique : l'Etat refuse la diversité ethnique, religieuse et culturelle ; l'idéologie dominante impose la culture anglo-saxonne protestante qui, majoritaire, est déclarée supérieure et potentiellement universaliste. Et, en retour, l'idéologie sert à consolider l'Etat en sacrifiant les Institutions.

Ainsi la nation américaine, le fruit d'une volonté (celle des treize

Etats) est en même temps fruit d'une identité organique (celle imposée par les Pères fondateurs). L'aventure américaine est donc trahie : l'universalisme du Nouveau Monde n'a que l'Occident blanc et protestant pour horizon ; le libéralisme est le règne de la raison du plus fort, de l'élite au pouvoir.

Les germes de la décomposition de cet équilibre subsistent aujourd'hui encore. C'est un des premiers bienfaits du livre d'Elise Marienstras de le rappeler. Mais on aurait aimé que l'auteur ne confonde pas l'idéologie nationale et nationalisme, qu'elle reconnaisse que tant vaut la nation, tant vaut le nationalisme, qu'elle contribue davantage à la définition du concept de nation... car y a-t-il jamais eu nation américaine ?

Bien plus, on aurait aimé qu'elle situe l'apparition du concept de nation dans le champ du savoir occidental : la nation-absolu n'est-elle pas une idée très récente, fruit dans une certaine mesure de l'humanisme ? On aurait aimé en outre qu'elle analyse la finalité réelle : nécessité de justifier la nation aux yeux d'autrui en en faisant une puissance dans le monde ? avouée qu'est la prospérité matérielle ou bien avant tout une certaine conception de l'homme ?

Bienvenu au temps du bicentenaire des Etats-Unis, l'ouvrage d'Elise Marienstras doit être lu et surtout médité par tous ceux qu'intéressent les problèmes américains en particulier, et nationaux, en général. Il faudra le replacer dans une réflexion plus globale

Ph. VIMEUX.

(1) Elise Marienstras. Les mythes fondateurs de la nation américaine. Paris, édition Maspéro, 1976.

“ français, si vous saviez...”

Prendre les vraies mesures des problèmes politiques mondiaux contemporains pourrait ressembler à une vaste compilation d'archiviste, mais le tour d'horizon d'A. Fontaine sait allier la sobriété à une présentation claire.

D'un côté le déclin des grandes puissances, de l'autre des aperçus sur le dernier quart du siècle dont l'aurore a commencé de poindre.

La déclin des Grands vient tout autant de leurs propres erreurs que des pays qui relèvent la tête en secouant furieusement leur joug. Ainsi quel soutien attendre des Etats-Unis après le « lâchage » de l'Indochine, quelle confiance leur conserver après l'assassinat d'Allende par la C.I.A., quel exemple méditer après le Watergate ? L'U.R.S.S., quant à elle, est toujours aux prises avec le problème des nationalités, avec celui des dissidents qui s'agitent, avec celui des P.C. occidentaux qui tous prennent leurs distances. Et la Chine elle-même ? « Une seule nation paraît de taille, dans l'avenir prévisible, à remettre en cause le duopole : la Chine populaire. » Mais Mao n'était pas mort au moment où A. Fontaine écrivait ces lignes. De plus, les pays naguère dominés ne veulent plus être des pions et désirent choisir eux-mêmes leur politique et leurs amis. Le dernier quart du siècle risque de voir les nations du Tiers-Monde rechercher dans l'arme nucléaire et dans leur politique de l'énergie ou des matières premières, les moyens de leur indépendance.

Quant à l'Europe qu'on essaye de faire revivre, A. Fontaine relève deux obstacles : la paralysie des volontés nationales et le poids des protecteurs américains. Il rappelle, s'il en était besoin, les scandaleux accords de la Jamaïque et l'abandon de la C.I.I.

La France... Il restait à en parler dans un dernier chapitre ayant titre : français, si vous saviez... Un aveu discret mais ardent comme celui des amants des alcôves balzacques, un aveu feutré qui espère passer inaperçu. L'auteur rapporte une phrase d'une lettre que de Gaulle a écrite au comte de Paris au lendemain de son départ en 1969 : « Toute ma vie je me suis efforcé de mener la politique des Capétiens... » et de commenter : « Si l'on entend par là la priorité donnée à l'indépendance de la nation, et à la consolidation, contre toutes les féodalités, de l'Etat chargé de la défendre, on peut dire que la politique de la France depuis mille ans a rarement cessé d'être capétienne. Et pourtant périodiquement, des hommes et des partis ont mis en doute la sagesse de cette politique. » Bien sûr, depuis mille ans puisqu'il y a plus de 800 ans de monarchie ! Quant au reste du temps, il faut douter de la couleur capétienne de certaines politiques et s'alarmer. Et si « à notre époque encore la politique des capétiens a eu raison de la communauté de défense contre laquelle le comte de Paris s'était élevé de manière significative », qu'advient-il demain sans de Gaulle ? André Fontaine le note d'ailleurs : « Dans un pays de démocratie libérale même avancée, quel dirigeant soumis par définition à réélection, aura le courage d'appeler les citoyens à sacrifier la facilité et le confort du présent aux besoins d'un avenir encore lointain. »

SAINT-VALLIER.
Le dernier quart du siècle par André Fontaine. Ed. Fayard.

les mercredis de la naf

Nos lecteurs et sympathisants sont invités à participer aux « Mercredis de la N.A.F. » tous les mercredis. Ces réunions ont lieu dans nos locaux, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (métro Palais-Royal ou Bourse), 4^e étage.

A partir de 19 heures : discussion libre et amicale autour d'un buffet. La conférence, le débat ou le spectacle vidéo commencent à 20 h 30 précises.

- 1^{er} décembre : « l'anarcho-syndicalisme », conférence par Bertrand Renouvin.
- 8 décembre : Malraux, l'aventure au XX^e siècle, conférence de Gérard Leclerc.
- 15 décembre : exposé débat animé par Bertrand Renouvin : « Les inégalités sociales en France ».

«il serait une fois...»

« Il serait une fois » débute comme dans une des mille et une nuits de tradition. « Douma ouvrit les lèvres et commença » nous dit la première page.

Et Didier Martin plante tranquillement son petit décor oriental : vaste palais sur la montagne, seigneur jeune, riche, oisif, jeunes filles numides, ouvertes au plaisir, esclave noir, grave et raisonneur. Le tout lancé à travers le désert, au galop des chevaux, à la poursuite de la belle Sunya, juste entraperçue entre voiles et barreaux, que son père le préfet Ajmer souhaite soustraire aux étreintes éternelles du séducteur léger. Le conte pourrait s'arrêter là.

Mais voilà, Didier Martin a déjà écrit trois livres : il a lu Roland Barthes et bien installé dans son Orient, sorti des imageries d'Épinal, il souhaite maintenant réfléchir sur l'acte littéraire. Et la petite histoire énoncée plus haut, n'est qu'un prétexte pour deviser, avec finesse d'ailleurs, sur la parole et la réflexion, sur leur rapport/opposition avec la réalité et l'action et notamment sur leur ordre d'antériorité.

En effet, est-ce le conteur qui part de l'événement réel pour imaginer son récit, ou est-ce ce récit qui, par les illusions et les idées qu'il donne, provoque l'événement ? Ou, à l'image de la course-poursuite du livre, la parole et l'action ne sont-elles pas prises dans un mouvement perpétuel s'amusant sans fin à se distancer, se joindre, s'éloigner, devenant alternativement poursuivi et poursuivant ? C'est ce mouvement compliqué aux multiples chassés-croisés qui constitue la matière d'« Il serait une fois ».

Car le dire et le faire s'entremêlent étroitement dans ce livre. Dès le début, si Douma ouvre les lèvres, c'est le seigneur qui intervient pour justement demander à

son serviteur Douma de lui raconter une histoire. Tout le roman est bâti sur cette structure et maintient deux plans : celui que l'on croit être l'histoire du roman, c'est-à-dire la poursuite d'Ajmer et de sa fille par le jeune seigneur impétueux et naïf, et l'autre plus original constitué par le récit que fait de cette poursuite Douma ou son double Amoud, avec une clairvoyance étonnante, en imaginant toutes les éventualités possibles.

Le jeune seigneur tombera dans les pièges du préfet et rentrera chez lui, sans avoir revu Sunya. Mais qu'importe. Il l'avait oubliée dans la poursuite. D'ailleurs, cette tocade était-elle un rêve ou un argument pour un conte ? « Ne t'ai-je pas dit, il y a quelques temps, que je me croyais amoureux d'elle ? » demande le seigneur à Douma, et celui-ci de répondre : « Ah pardon, Maître, c'est moi qui te l'ai dit, et sur ton ordre ». Il n'y avait donc pas d'amour, donc par conséquent, pas de poursuite.

Ce n'était là qu'un flot de paroles sorti de l'imagination de Douma.

Et c'est lui, image de l'écrivain situé en plein récit, qui a manipulé les deux protagonistes selon sa fantaisie et les exigences du genre littéraire. Nous n'avons pas quitté l'univers du conte. A la dernière page, la réalité nous cingle de son aspect sordide : le conte est terminé, Douma referme sa bouche édentée et mendie auprès des badauds qui l'écoutaient et qui s'éloignent en s'ébrouant.

Pierre LE COHU.

« Il serait une fois » par Didier Martin
Editions Gallimard.

en souscription

une politique pour la révolution

Le nouveau livre écrit par Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc est en souscription. Cet ouvrage sera utile pour ceux de nos lecteurs qui ne connaissent pas encore bien la N.A.F. et pourront par sa lecture mieux juger de ce que nous sommes. Mais pour nos lecteurs plus anciens, ce sera aussi un outil de travail très utile, non seulement pour approfondir leurs connaissances politiques mais encore comme outil de propagande privilégié pour le rayonnement de la N.A.F.

Ce livre doit paraître au cours du premier trimestre 1977. Sa date exacte de parution sera fixée dès que nous aurons reçu un nombre suffisant de souscriptions, c'est dire l'urgence et l'importance de votre réponse rapide.

Deux éditions de cet ouvrage seront éditées :

— une édition de luxe numérotée sur velin d'arches au tirage strictement limité à 80 exemplaires (les numéros seront attribués dans l'ordre d'arrivée des souscriptions) au prix de 200 F l'exemplaire. Ces ouvrages seront spécialement dédiés par les auteurs à l'intention du souscripteur ;

— une édition courante au tarif suivant (prix spécial pendant la souscription) :

1 ex. 25 F - 3 ex. 68 F - 5 ex. 100 F - 10 ex. 180 F.

Les commandes sont à adresser à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Le règlement est à libeller à l'ordre du Centre d'Études de l'Agora - C.C.P. Paris 10 464-78 G.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION A RETOURNER AU JOURNAL N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nom :
Prénom :
Adresse :

désire souscrire à :

..... exemplaires de l'édition de luxe à 200 F
..... exemplaires de l'édition normale pour la somme de F.
Règlements à l'ordre du Centre d'Études de l'Agora.
C.C.P. Paris 10764-78 G.

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

- diffuse les idées royalistes
 - des brochures
 - des livres
 - un bi-mensuel : la N.A.F.
 - une « lettre » bi-mensuelle.
- constitue un lieu de réflexion sur les problèmes de notre temps
 - cercles d'études
 - sessions de week-end
 - camps d'été
 - groupes d'études spécialisés.
- tisse un réseau militant implanté dans toute la France
 - lieu d'échanges et de rencontres rassemblant des
 - soutien financier et matériel de la N.A.F.
 - personnes venues de tous les horizons
 - centre de propagande et d'action royaliste.

la n.a.f. en mouvement

sessions

SESSION ANGERS

Une session aura lieu à Angers, les 4 et 5 décembre. Le samedi de 13 h à 18 h 30 et le dimanche de 9 h 30 à 16 h 30. Son animation sera assurée par Gérard Leclerc et les responsables locaux de la N.A.F. Des enseignements complémentaires près de Nicolas Lucas, 2, squareumont-d'Urville, La Roseraie - 49000 Angers.

SESSION DE ROUEN

Une session ouverte à nos adhérents, lecteurs ou sympathisants aura lieu à Rouen les 4 et 5 décembre prochains. Elle se tiendra à l'Hôtel Morand, 1, rue Morand, le samedi à 10 heures jusqu'au dimanche 16 heures. Animée par Michel Saint-Ramé et les responsables locaux de la N.A.F., cette session est destinée à tous ceux qui ne conçoivent pas leur engagement politique sans réflexion et n'hésitent pas à remettre en question les idées reçues ou préconçues. L'hébergement pourra se faire sur place. Les frais de session sont de 20 F, plus 20 F environ par repas. Inscription et renseignements auprès de M. Robert Aris, 16, rue d'Harcourt, Rouen tél. 70.26.50).

région parisienne

Le responsable de la propagande pour la Région parisienne tient une permanence tous les soirs dans les locaux du journal de 18 heures à 20 heures. Avec lui, vous pourrez étudier la meilleure façon de participer à la propagande de la N.A.F. cette année.

pourquoi s'abonner à la n.a.f. ?

Tout d'abord pour nous rendre service. Les abonnements sont, pour nous, une assurance sur l'avenir et une certitude de vente qui nous permettent de faire des prévisions, d'établir notre budget et de réduire les aléas d'une entreprise comme la nôtre. Mais, pour vous aussi, l'abonnement présente de nombreux avantages :

— La N.A.F. n'étant, pour l'instant, en vente que dans les kiosques parisiens — et encore pas tous — il est souvent difficile de se la procurer régulièrement. L'abonnement, c'est la certitude de la régularité.

— Outre la N.A.F. bi-mensuelle, nos abonnés reçoivent, une semaine sur deux, en alternance, une autre publication « La lettre de la N.A.F. » — strictement réservée à nos abonnés. Cette dernière comporte un éditorial qui dit l'essentiel sur le principal sujet d'actualité de la semaine, des informations significatives de la vie politique, économique ou sociale, des nouvelles en « avant-première » sur la vie du mouvement royaliste, enfin la rubrique « données » qui a pour ambition de synthétiser, en une page, les aspects essentiels d'un problème important.

— L'abonnement constitue, enfin, une économie non négligeable en raison de son tarif très modeste. Le prix de l'abonnement n'équivaut même pas au prix de vente au numéro du bi-mensuel, alors que nos abonnés reçoivent, en plus, tous les quinze jours, « La lettre de la N.A.F. ».

L'abonnement à la N.A.F., bien qu'il n'implique aucun engagement vis-à-vis du mouvement, permet au lecteur intéressé par notre combat de nous fournir un soutien intellectuel — et financier ! — appréciable, tout en y trouvant pour lui-même un avantage certain.

Alors, n'hésitez pas ! Vous trouverez, dans cette page, un bulletin d'abonnement qui vous donnera toutes les indications pratiques nécessaires.

deux jours pour la france

Tel est le thème retenu pour les deux journées organisées par l'Appel, l'U.J.P. et le Centre d'Etudes pour l'indépendance nationale les 27 et 28 novembre prochains. De nombreuses personnalités, dont Bertrand Renouvin, participeront aux forums et débats.

Les journées auront lieu le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 10 h à 15 h. Bertrand Renouvin participe au forum du dimanche à 10 h 30. Lieu : Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grevelle, Paris 7.

bretagne

Permanence au local de la Fédération Royaliste bretonne tous les mercredis à partir de 18 heures, 16, rue de Châteaudun, 35000 Rennes. Les lecteurs désireux d'aider à la propagande de la N.A.F. sont priés de venir prendre contact.

nord pas-de-calais

Les activités de la section s'organisent. Les sympathisants et lecteurs de la N.A.F. sont invités à prendre rapidement contact. Notez la nouvelle adresse : 27, rue des Fossés, Lille et le nouveau numéro de téléphone (20) 54 84 05.

cassette

• QUELLE DÉFENSE NATIONALE POUR LA FRANCE ? • c'est le thème de la nouvelle cassette qui est disponible. Dans cet enregistrement d'une demi-heure, Bertrand Renouvin et Gérard Leclerc répondent aux questions que chacun se pose aujourd'hui : « L'armée de papier est-elle condamnée ? », « La dissuasion nucléaire est-elle efficace ? », « Quelles sont les conditions de la défense nationale aujourd'hui ? ». Une cassette à commander à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, prix franco : 20 F (C.C.P. N.A.F. 193-14 Z Paris).

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (25 F), 6 mois (45 F), un an (80 F), de soutien (150 F (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS



par
bertrand
renouvin

peur mensonge et démocratie

Comment ne pas parler des élections législatives partielles, bien que les résultats du second tour ne soient pas encore connus au moment où cet article est écrit ? Même si les résultats sont partiels, même si le sondage d'opinion ainsi réalisé n'est pas parfait, plusieurs conséquences peuvent être tirées, qui ne sont d'ailleurs pas bouleversantes d'originalité.

En deux mots : le parti communiste continue à perdre du terrain par rapport à un parti socialiste en plein essor ; la faiblesse des Républicains indépendants est nette, tandis que l'U.D.R. demeure solide sur ses positions. Ceci malgré l'énorme campagne publicitaire menée autour du livre de M. Giscard d'Estaing. Campagne qui semble avoir été une magistrale opération de contre-propagande puisque, selon un sondage récent, une majorité de Français estime que le Président de la République a trop parlé, ces derniers temps.

TENDANCES

Ce petit indice confirme une grande tendance qui condamne doublement les giscardiens :

1°. Les socialistes apparaissant comme le parti de gauche le plus important, il sera

de plus en plus difficile de faire de l'anti-communisme primaire et de reprendre les vieilles histoires de Kerensky et du Coup de Prague. Comme la droite fondait sa propagande sur cette peur du communisme, la voici privée de son principal atout électoral. Elle le sait d'ailleurs, et tente de trouver un nouvel épouvantail en brandissant le « danger collectiviste ». Mais le mot n'a pas une grosse charge émotionnelle et ne fait peur qu'à quelques patrons particulièrement bornés. Les autres savent qu'on peut discuter avec M. Mitterrand et beaucoup, dit-on, se préparent à voter pour lui.

2°. A la perte d'un argument électoral indispensable s'ajoute la faiblesse structurelle des Républicains indépendants : ce mouvement, très souple, numériquement faible, disposait d'un bon état major politique et de l'excellente « image de marque » de son chef. Autant d'éléments qui le favoriseraient dans une campagne présidentielle, par rapport aux lourdes machines de l'U.D.R., qui « fait » les élections législatives depuis près de vingt ans. Voilà qui est inquiétant pour l'échéance de 1978, d'autant plus que Chirac apparaît, à droite, comme une solution moderne et dynamique.

NORMALISATION

Mais la droite et la gauche ? Comme dans les autres sociétés industrielles, les deux camps tendent à se partager très exactement la France en deux moitiés égales. Dans une situation aussi pré-déterminée, l'enjeu du combat est la conquête d'un infime pourcentage du corps électoral : quelques dizaines de milliers de voix flottantes, qui choisissent leur camp en fonction d'impulsions de dernière minute. D'où la surenchère de plus en plus démagogique au fur et à mesure que l'échéance se rapproche, et l'exploitation des réflexes de peur.

D'où la normalisation du discours politique. Non seulement on promet sensiblement la même chose, à gauche et à droite, mais on élimine soigneusement les mots trop acérés, on polit les doctrines trop arides. On évite même de se porter de trop rudes coups, tant on veut paraître aimable, rassurant, bon démocrate.

Mais où est la démocratie, quand la logique de notre système électoral remet le pouvoir de décision à une toute petite minorité ? Mais peut-on encore choisir en toute connaissance de cause quand bureaux de publicité et officines de propagande choisissent les mots en fonction de leur impact, les vidant de toute signification véritable ? Et ce n'est que bien plus tard qu'on s'aperçoit que le candidat du « changement » est, en réalité, celui de la régression, que ce « libéral » tue la liberté, que ce « technicien compétent » est la désinvolture même. Mais, dans l'autre

camp, que serait le « socialisme » selon Mitterrand, que vaudrait la « justice » selon Deferre, que vaudrait la vie conçue par les bureaucrates tristes du parti communiste ?

MASQUES ET VISAGES

Alors, comme disait Jacques Duclos, est-ce « bonnet blanc et blanc bonnet » ? On serait d'autant plus tenté de le croire qu'on assiste aussi à une sorte de normalisation de la conduite politique. Oui donc, aujourd'hui, remet sérieusement en cause les institutions de la V^e République ? Oui, dans deux ou trois ans, contestera la nécessité d'une force de dissuasion ou d'un projet industriel ? Bien sûr, cette normalisation présente des effets positifs et pourra exercer une action pacificatrice sur le jeu politique. Mais elle est dangereuse aussi, masquant tantôt les mutations profondes, tantôt dissimulant le conservatisme.

Depuis deux ans, M. Giscard d'Estaing s'est présenté comme le garant de l'indépendance nationale, de la croissance, de la justice sociale. Comme les socialistes les plus convaincus. Comme les gaullistes les plus orthodoxes. Nous savons aujourd'hui que l'indépendance était conçue dans le cadre atlantique, et que le « redéploiement industriel » était dirigé vers les multinationales. Les mots étaient piégés, les discours étaient en trompe l'œil et les Français se retrouvent floués : ils ont pris le masque pour un visage. Mais demain, si Giscard est éliminé ? Que la balance penche du côté de Mitterrand ou du côté de Chirac, nous ne saurons pas avant longtemps si nous avons élu un gaulliste ou un socialiste — ou bien un simple gérant de la société industrielle. En ce cas, nous aurions, comme sous Giscard, l'argent-roi, et comme avant lui, la technocratie et l'industrialisme sans finalités.

Le réformisme de Mitterrand et de Chirac ne sera-t-il qu'un leurre ? Déjà, l'ancien Premier ministre parle de « travaillisme » et on voit le chef du parti socialiste faire des grâces au patronat. Même si les deux adversaires se traitent mutuellement de « fasciste » et de « collectiviste », ils se rejoignent dans un même discours profond parce qu'ils ne peuvent rien changer. Les forces s'annulent, dans une sorte d'équilibre civil de la terreur : la gauche a peur de la droite, et M. Chirac est prisonnier de son électorat.

Comment agir dans la clarté et accomplir les révolutions nécessaires ? Il n'est d'autre solution que l'indépendance du pouvoir à l'égard des pesanteurs électorales — ce qui ne signifie pas la suppression des élections —, à l'égard des partis et des forces d'argent. Alors tout sera possible : l'unité de la nation et le respect de sa diversité, la continuité de l'Etat et l'alternance politique.

Bertrand RENOUVIN.